

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2604

[C — 2003/27509]

**15 MAI 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'Agrément et d'avis des Centres d'accueil pour adultes**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu le décret-programme 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution, pour les Centres d'accueil pour adultes, du décret-programme 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2002 portant désignation du président et des membres de la Commission d'Agrément et d'Avis des Centres d'accueil pour adultes;

Considérant le règlement d'ordre intérieur adopté par la Commission d'Agrément et d'Avis des Centres d'accueil pour adultes en sa séance du 4 avril 2003;

Considérant qu'il appartient au Gouvernement wallon d'approuver le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'Agrément et d'Avis des Centres d'accueil pour adultes;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.**Art. 2.** Le Gouvernement wallon approuve le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément et d'avis des Centres d'accueil pour adultes, figurant en annexe du présent arrêté.**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de son adoption par le Gouvernement.**Art. 4.** Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHELe Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNECOMMISSION D'AGREMENT ET D'AVIS  
DES CENTRES D'ACCUEIL POUR ADULTES

## Règlement d'ordre intérieur

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. La Commission d'Agrément et d'Avis relative aux centres d'accueil pour adultes se réunit sur convocation de son président chaque fois que l'exige l'examen des questions mises à l'étude, qu'un avis lui est demandé par le Gouvernement ou à la demande d'au moins 4 membres.

§ 2. La date, l'heure et l'ordre du jour des séances sont fixés par le président.

Les convocations comprenant notamment la date, l'heure et l'ordre du jour des séances sont envoyées par l'administration chargée du secrétariat au nom et à la demande du président au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion. Le délai de quinze jours peut être réduit en cas d'urgence. A la convocation sont joints le procès-verbal de la séance précédente ainsi que tous les documents au sujet desquels la Commission doit donner son avis.

§ 3. La commission se réunit au moins quatre fois par an. Les réunions ont lieu dans les locaux de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé, du Ministère de la Région wallonne, avenue Gouverneur Bovesse 100, 5100 Jambes, siège du secrétariat.

Dans des cas exceptionnels, elle peut se réunir en tout autre lieu.

§ 4. La commission ne peut délibérer que si la majorité de ses membres ayant une voix délibérative est présente.

Toutefois, si elle a été convoquée sans s'être trouvée en nombre, elle délibère valablement après une nouvelle convocation sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents.

Chaque membre a droit à une voix.

Un membre suppléant n'assiste aux réunions de la Commission que lorsque le membre effectif dont il assume la suppléance est empêché.

Dans ce cas, il appartient au membre effectif empêché de demander à son suppléant de le remplacer.

Tous les documents destinés aux réunions de la Commission sont adressés par le secrétariat aussi bien aux membres suppléants qu'aux membres effectifs.

Le fonctionnaire qui a élaboré le rapport d'inspection relatif à un centre d'accueil figurant à l'ordre du jour sera entendu lorsqu'un avis sur ce centre doit être rendu.

**Art. 2.** En cas d'absence du président, la Commission est présidée par le membre que le président aura désigné pour assurer son remplacement.

Art. 3. Seules les questions figurant à l'ordre du jour peuvent être mises en discussion et faire l'objet d'une délibération.

Toutefois, la commission peut décider, à la majorité des membres présents qu'une question urgente peut être mise à l'ordre du jour.

Le vote se fait à main levée, sauf si un membre demande le scrutin secret.

En ce cas, le secrétariat distribue un bulletin de vote à chaque membre et le président et deux membres procèdent au dépouillement.

Pour qu'une proposition soit adoptée, elle doit recueillir la majorité des voix des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président de séance est prépondérante lorsque le vote se fait à main levée.

Lorsque le vote se fait au scrutin secret, la proposition doit recueillir la majorité des voix des membres présents pour être adoptée.

Le procès-verbal mentionne les suffrages recueillis par les différentes propositions. Une note de la minorité, signée par ses auteurs, est éventuellement jointe au procès-verbal à leur demande.

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Le membre ayant un intérêt direct relatif à un point figurant à l'ordre du jour, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, soit comme membre du Pouvoir organisateur, soit comme administrateur ou membre du personnel ne peut prendre part au vote de la Commission concernant ce point ni à la délibération.

§ 2. Au cas où la réalité d'un intérêt direct dans le chef d'un membre est contestée, la Commission en délibère en présence de ce membre et procède au vote.

En cas de parité des voix, la décision appartient au président.

Art. 5. Le président peut, lorsqu'il le juge opportun, suspendre la délibération. En ce cas, il devra remettre à l'ordre du jour de la plus prochaine séance la question sur laquelle la Commission ne s'est pas prononcée.

Art. 6. Les délibérations de la Commission ont lieu à huis clos.

La Commission peut consulter des experts pour apporter des éclaircissements sur un problème déterminé.

A la demande de la Commission un représentant d'un centre d'accueil dont le dossier figure à l'ordre du jour peut être invité afin d'être entendu.

Les membres et personnes ayant pris part aux réunions sont tenus de conserver le secret sur les délibérations. La responsabilité de chaque membre est engagée dans le principe de confidentialité.

Art. 7. Les membres de la Commission ainsi que les experts consultés signent une liste de présence.

Art. 8. L'administration chargée du secrétariat établit un projet de procès-verbal, et s'il échet, d'avis motivé.

Le procès-verbal indiquera les noms des membres présents, les noms des membres qui se sont fait excuser, les noms des membres qui ont quitté les travaux en cours de séance ou sont arrivés en cours de séance ainsi que les noms des personnes présentes avec voix consultative et celles qui ont été entendues lors de l'examen de certains points de l'ordre du jour.

Le procès-verbal relate succinctement les débats ainsi que le résultat des votes.

La Commission approuve en séance le texte des avis motivés.

Le procès-verbal sera envoyé aux membres. Les membres qui étaient présents à la réunion pourront, dans un délai de dix jours à partir de la date de la poste, présenter les observations qu'ils jugent opportunes. A défaut d'observations écrites et motivées portant sur le fond, formulées endéans ce délai par les membres, le procès-verbal est considéré comme approuvé et avis en est donné aux membres, par écrit.

La Commission arrête le texte définitif des procès-verbaux et avis motivés.

Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Après leur approbation par la Commission, les procès-verbaux des réunions, les avis motivés ou les notes sont signés par le président et la secrétaire et communiqués par le secrétariat tant aux membres, qu'au Ministre qui à la Politique des Centres d'accueil dans ses attributions.

§ 2. Les procès-verbaux, les dossiers et tous les documents utilisés par la Commission sont tenus au secrétariat où ils peuvent être consultés par les membres.

Art. 10. La Commission établit pour le 30 juin de chaque année un rapport annuel des activités de la Commission au cours de l'année précédente. Ce rapport reprend outre le texte des avis donné au Ministre pendant cette période, une évaluation du secteur des centres d'accueil, une liste des problèmes rencontrés dans la pratique et des propositions de solution formulées par la Commission.

Après approbation par la Commission, ce rapport est transmis au Gouvernement wallon et au Parlement wallon.

Art. 11. A moins qu'ils aient été rendus publics, tous documents, renseignements, informations, portés à la connaissance des membres ne peuvent faire l'objet de publication ou de communication à des tiers sans autorisation du Ministre qui a la politique des centres d'accueil dans ses attributions et après avis de la Commission.

La Secrétaire,

P. Beka.

Le Président,

M. Holtz.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'Agrément et d'Avis des Centres d'accueil pour adultes.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 2604

[C — 2003/27509]

**15 MEI 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Erkennings- en Adviescommissie van de opvangcentra voor volwassenen**

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering, wat de opvangcentra voor volwassenen betreft, van het programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren;

Gelet op besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2002 tot aanwijzing van de voorzitter en de leden van de Erkennings- en Adviescommissie van de opvangcentra voor volwassenen;

Gelet op het huishoudelijk reglement aangenomen door de Erkennings- en Adviescommissie van de opvangcentra voor volwassenen tijdens haar zitting van 4 april 2003;

Overwegende dat het huishoudelijk reglement van de Erkennings- en Adviescommissie van de opvangcentra voor volwassenen goedgekeurd moet worden door de Waalse Regering;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.**Art. 2.** Bijgaand huishoudelijk reglement van de Erkennings- en Adviescommissie van de opvangcentra voor volwassenen wordt goedgekeurd door de Waalse Regering.**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het door de Regering wordt aangenomen.**Art. 4.** De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

ERKENNINGS- EN ADVIESCOMMISSIE  
VAN DE OPVANGCENTRA VOOR VOLWASSENEN

## Huishoudelijk reglement

Artikel 1. § 1. De Erkennings- en Adviescommissie van de opvangcentra voor volwassenen vergadert na bijeenroeping door de voorzitter telkens als de behandeling van een vraagstuk het vereist, telkens als de Waalse Regering om advies verzoekt of op verzoek van minstens vier leden.

§ 2. De datum, het uur en de agenda van de vergaderingen worden door de voorzitter bepaald.

De oproepingen vermelden de datum, het uur, de agenda van de vergaderingen en worden minstens vijftien dagen vóór de vergaderdatum verzonden door de administratie die het secretariaat waarneemt namens en op verzoek van de voorzitter. Voor spoedgevallen kan die termijn ingekort worden. De oproeping gaat vergezeld van de notulen van de vorige vergadering, alsmede van alle stukken waarover de commissie advies moet uitbrengen.

§ 3. De commissie vergadert minstens vier keer per jaar in de lokalen van het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest, avenue Gouverneur Bovesse 100, 5100 Jambes, waar de zetel van het secretariaat gevestigd is. In buitengewone gevallen kan ze vergaderen op elke andere plaats.

§ 4. De commissie beraadslaagt slechts als de meerderheid van haar leden met raadgevende stem aanwezig is.

Indien het quorum niet bereikt is, beraadslaagt ze evenwel op geldige wijze over dezelfde agenda na een nieuwe oproeping, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Elk lid beschikt over een stem.

Een plaatsvervangend lid woont de vergaderingen van de Commissie slechts bij als het gewoon lid dat hij vervangt, verhinderd is. In dat geval verzoekt het verhinderde gewoon lid zijn plaatsvervanger om vervanging.

Alle voor de vergaderingen van de Commissie bestemde stukken worden door het secretariaat zowel naar de plaatsvervangende als naar de gewone leden verzonden.

De ambtenaar die een inspectieverslag heeft opgesteld over een opvangcentrum dat op de agenda voorkomt, wordt gehoord als een advies over bedoeld centrum uitgebracht moet worden.

**Art. 2.** Bij afwezigheid van de voorzitter wordt de Commissie voorgezeten door het lid dat de voorzitter aanwijst om hem te vervangen.**Art. 3.** Alleen de agendapunten kunnen besproken worden en het voorwerp uitmaken van een beraadslaging. De Commissie kan met de meerderheid van de aanwezige leden evenwel beslissen een dringend punt op de agenda te plaatsen.

De leden stemmen bij handopsteken, behalve als een lid om een geheime stemming vraagt. In dat geval bezorgt het secretariaat elk lid een stembiljet en gaan de voorzitter en twee leden tot de stemopneming over.

Een voorstel wordt pas aangenomen als het de meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden haalt. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend als de leden bij handopsteken stemmen.

Bij geheime stemming wordt het voorstel pas aangenomen als het de meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden haalt.

De notulen vermelden de door de verschillende voorstellen behaalde stemmen. Een nota van de minderheid, ondertekend door haar auteurs, wordt op hun verzoek eventueel bij de notulen gevoegd.

Art. 4. § 1. Een lid mag niet deelnemen aan de stemming van de Commissie of aan de beraadslaging over een agendapunt waarbij hij een rechtstreeks belang heeft, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, inrichtende macht, bestuurder of personeelslid.

§ 2. Als het bestaan van een rechtstreeks belang van een lid betwist wordt, beraadslaagt de Commissie daarover in aanwezigheid van betrokken lid en gaat ze tot de stemming over. Bij staking van stemmen is de beslissing van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 5. Indien hij het nodig acht, kan de voorzitter de beraadslaging opschorten. In dat geval wordt het punt waarover de Commissie zich niet heeft uitgesproken, opgenomen op de agenda van de eerstkomende vergadering.

Art. 6. De Commissie beraadslaagt met gesloten deuren. Ze kan deskundigen om advies verzoeken over een bepaald vraagstuk. Op verzoek van de Commissie kan een vertegenwoordiger van een opvangcentrum waarvan het dossier op de agenda staat, gehoord worden. De leden en personen die de vergaderingen bijwonen, houden de beraadslagingen geheim. Ieder lid neemt het vertrouwelijkheidsprincipe in acht.

Art. 7. De commissieleden, alsmede de deskundigen die om advies verzocht worden, ondertekenen een aanwezigheidslijst.

Art. 8. Er wordt een ontwerp van notulen en, in voorkomend geval, van gemotiveerd advies opgesteld door de administratie die het secretariaat waarneemt.

De notulen vermelden de naam van de aanwezige leden, van de verschoonde leden, van de leden die de vergadering vroegtijdig hebben verlaten of die tijdens de zitting aangekomen zijn, alsmede de naam van de aanwezige personen met raadgevende stem en van de personen die gehoord worden tijdens de bespreking van bepaalde agendapunten.

De notulen bevatten een korte samenvatting van de debatten en de uitslag van de stemmingen. De Commissie keurt de tekst van de gemotiveerde adviezen goed in de loop van de zitting.

De notulen worden aan de leden overgemaakt. De leden die de vergadering hebben bijgewoond, kunnen hun opmerkingen indienen binnen tien dagen, te rekenen van de postdatum. Bij gebrek aan schriftelijke en gemotiveerde opmerkingen over de grond binnen die termijn worden de notulen geacht goedgekeurd te zijn en worden de leden hiervan schriftelijk op de hoogte gebracht. De definitieve tekst van de notulen en van de gemotiveerde adviezen wordt door de Commissie vastgelegd.

Art. 9. § 1. Na goedkeuring door de Commissie worden de notulen van de vergaderingen, de gemotiveerde adviezen of de nota's door de voorzitter en de secretaresse getekend en door het secretariaat overgemaakt aan de leden en aan de Minister bevoegd voor het Beleid van de opvangcentra.

§ 2. De notulen, de dossiers en al de door de Commissie gebruikte stukken worden bewaard op het secretariaat, waar ze door de leden ingekeken kunnen worden.

Art. 10. De Commissie maakt jaarlijks tegen 30 juni een jaarverslag op van haar activiteiten van het afgelopen jaar. Dat verslag bevat, naast de tekst van de gedurende bedoelde periode aan de Minister gegeven adviezen, een evaluatie van de sector van de opvangcentra, een lijst van de in de praktijk ondervonden problemen en van de oplossingsvoorstellen gedaan door de Commissie.

Na goedkeuring door de Commissie wordt het verslag overgemaakt aan de Waalse Regering en aan het Waalse Parlement.

Art. 11. Alle stukken, gegevens, informatie waarvan de leden kennis hebben genomen, mogen niet het voorwerp uitmaken van een bekendmaking of van een mededeling aan derden zonder de toestemming van de Minister bevoegd voor het Beleid van de opvangcentra en het advies van de Commissie, tenzij ze openbaar gemaakt worden.

De Secretaresse,

De Voorzitter,

P. Beka.

M. Holtz.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2003 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Erkennings- en Adviescommissie van de opvangcentra voor volwassenen.